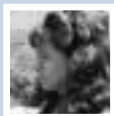
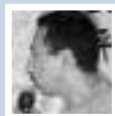
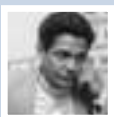
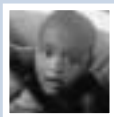




Rapport annuel 2003 PBI Suisse



Peace Brigades International (PBI)

Le but de PBI est de renforcer les droits humains ainsi que de promouvoir la résolution non-violente des conflits au sein de régions gravement touchées par les crises.

Sur demande, des équipes de volontaires internationaux accompagnent des défenseurs des droits humains, des organisations de base et des communautés menacées. La présence internationale ainsi que l'attention que celle-ci suscite à travers le monde leur offre une protection et leur permet de poursuivre leur travail. De cette manière, PBI contribue au renforcement de la société civile.

Ce soutien physique est l'aspect le plus visible du travail de PBI, mais il faut savoir qu'il repose sur un réseau de contacts intenses avec les autorités civiles et militaires, ainsi que sur un échange avec le corps diplomatique, les organisations internationales et les œuvres d'assistance, sans oublier des rapports réguliers, un travail de lobby politique, ainsi que la mise sur pied et l'entretien d'un réseau international d'alerte urgente et de soutien.

Sur la demande des organisations accompagnées, PBI présente des programmes éducatifs visant à promouvoir la résolution non-violente des conflits (en Indonésie), le rapport à la violence et la réhabilitation psychosociale (en Colombie), ainsi que la protection et la sécurité des défenseurs des droits humains (au Mexique).

Les équipes de PBI sont présentes en Colombie depuis 1994, en Indonésie depuis 1999, et au Mexique depuis 2000. Notre projet au Guatemala a été réinstauré fin 2002, suite à une interruption de plusieurs années.

«L'approche de Peace Brigades International est unique en son genre [si on la compare p. ex. aux méthodes d'organisations telles que Amnesty International] : en Colombie, au Mexique, au Guatemala et en Indonésie, des équipes non-armées de PBI accompagnent des défenseurs des droits humains menacés et leur fournissent ainsi une protection. Le Bundestag allemand salue la décision du gouvernement fédéral de financer des activités de la société civile pour la protection des défenseurs des droits de l'homme, comme c'est le cas avec Peace Brigades International.»

*Résolution du Bundestag allemand,
le 11 décembre 2003*

Impressum

PBI Suisse
Rte des Arsenaux 22
Case postale 245
1705 Fribourg
Tél. 026 422 26 03
Fax 026 422 26 03
info@peacebrigades.ch
www.peacebrigades.ch



CCP 23-729-0

Rédaction :
Béatrice Berset, Sylviane Binz,
David Bossart, Joseph Wey,
Sabine Ziegler

Traduction :
Lia Lambert

Graphisme et mise en page :
christof.scheidegger@mus.ch

PBI brave les turbulences géopolitiques

Pour PBI Suisse, 2003 a été une année d'expansion, avec l'arrivée de nouveaux visages et de nombreuses interventions. L'organisation et ses partenaires ont ressenti une nette augmentation de la pression dans leur champ d'action.



2004, une nouvelle année d'activité non-violente !



Sabine Ziegler, Coordinatrice Suisse



En 2003, l'expression «lutte contre le terrorisme» était sur toutes les lèvres. Pour les régions ne faisant pas partie de l'«axe du mal», la conséquence a été double : premièrement, en raison de l'absence de couverture médiatique, les conflits au sein de ces régions ont suscité moins d'intérêt à travers le monde. Deuxièmement, de nouvelles «lois anti-terroristes» ont également été introduites dans les pays où travaille PBI. En conséquence, les pressions mentales et physiques subies par les défenseurs des droits humains ont pris des proportions tout à fait inquiétantes.

L'année passée, PBI Suisse a mis l'accent sur ses activités d'information et de lobbying. Nos efforts ont été récompensés par quelques temps forts, tels la rencontre avec le vice-président colombien Santos en automne, l'échange annuel avec une délégation de généraux en Colombie, ou encore le succès du cycle de cours dispensé à l'université populaire de Bâle. Par le biais de cours, de présentations et de séances de formation continue, près de 1630 personnes ont été familiarisées avec les activités de PBI.

PBI a également rencontré du succès au niveau régional. Fin 2003, quelques 35 per-

sonnes étaient actives au sein de groupes régionaux et œuvraient pour la promotion de PBI par le biais de manifestations, de fêtes, de dialogues avec la presse ou d'interventions d'experts. De nouveaux groupes ont vu le jour à Zurich, Genève et Bâle, de même qu'à Lucerne, Berne-Fribourg et dans le canton de Vaud. Cet important dialogue local renforce le travail de relations publiques et aide à récolter des fonds. PBI a joué un rôle de première importance lors de la mise sur pied de «Fribourg Solidaire», une association d'ONG actives dans le domaine du développement et de la coopération. Ces ONG œuvrent ensemble pour le lobbying, la récolte de fonds et la reconnaissance dans le canton de Fribourg.

Dans le courant de l'année 2004, de nouveaux groupes-cibles seront sensibilisés grâce à des manifestations artistiques et des opérations de marketing communes de diverses associations. Le procédé «Do No Harm» donnera lieu à un programme «volunteer wellness», qui vise à améliorer l'encadrement des volontaires suisses pendant et après leurs missions. Au cours de cette année, nous devrions compter accompagner notre cinquantième volontaire suisse.

Rapport du comité national de PBI



Le comité national de PBI fonctionne à plein régime avec seulement 5 membres. Il se réunit une fois par mois. Outre ses tâches habituelles, il a dû repourvoir deux postes de coordination : Claudia Marti et Anne-Julie Choffat ont été remplacées par Sabine Ziegler et Sylviane Binz, avec une modification du cahier des charges. Nous avons regroupé relations publiques et recherche de fonds dont est responsable la première, tandis que la seconde est

chargée du bulletin francophone, du recrutement et de l'accompagnement des nouveaux volontaires.

Le CN a soutenu activement le travail du bureau qui a multiplié les contacts afin d'élargir le réseau de soutien de PBI, par des rencontres avec des personnalités influentes, des institutions publiques comme les universités (Journée à HEI, Genève), revu le graphisme du bulletin, et poussé à la naissance de groupes régionaux qui sont maintenant au nombre de six: Lausanne (le plus ancien) Berne-Fribourg, Lucerne, Zurich, Genève, Bâle.

L'Assemblée générale 2003 avait fixé l'objectif financier de doubler les dons privés en trois ans. Soit une augmentation de 10% en 2003. Le résultat de 6% est satisfaisant au vu de la conjoncture actuelle et du nombre d'ONGs sur le marché caritatif.

Lors de la retraite annuelle, Bureau et CN ont travaillé à la mise en route de la méthode de travail Do no harm ou prévention des dommages, importée d'Allemagne. Cette approche permet d'évaluer les conséquences négatives d'une intervention d'un volontaire dans une situation de conflit, ce qui permet entre autre de mieux

cibler le choix des volontaires. Nathalie Herren, de retour de Colombie, s'est chargée de l'analyse des besoins et des moyens d'application de la méthode durant son stage au bureau.

PBI suisse est en plein développement avec 6 volontaires rentrés de mission en 2003 et 5 qui sont partis pour un an. La collaboration avec le bureau international et les projets est bonne. Nous parvenons à tenir nos promesses financières pour le soutien aux projets. Seul l'absence de relève au comité national nous préoccupe. Nous lançons un appel à tous ceux que l'idéal de non-violence de notre ONG peut séduire.

Béatrice Bérset
Présidente Comité national (CN)

«C'est avec grand intérêt que l'ambassade de Norvège au Mexique a suivi les travaux de PBI-Mexique en 2003. Nous sommes fort impressionnés par le travail de l'organisation. En mai, nous avons rencontré des représentants d'ONG du Guerrero à Chilpancingo, et nous avons pu constater l'énorme importance des opérations d'accompagnement de PBI pour la protection d'individus menacés.»

*L'ambassade de Norvège
au Mexique*

Accompagnement protecteur

L'accompagnement protecteur actif (protective accompaniment) est la compétence clé de PBI. En 2003, les volontaires suisses ont fourni l'équivalent de 43 mois d'accompagnement protecteur.

Les communautés, les organisations et les individus suivants ont bénéficié de l'engagement de PBI.

Colombie

- ASFADDES Association des Familles de Détenus et de Disparus
- CAJAR Collectif d'avocats «José Alvear Restrepo»
- CIJP Commission interecclésiastique de Justice et Paix
- CINEP Centre de recherche et d'éducation populaire
- CJL Corporation juridique Liberté
- CREDHOS Corporation régionale pour la défense des droits humains
- CSPP Comité de solidarité avec les prisonniers politiques
- IPC Institut populaire de formation
- MINGA Association pour la promotion d'une alternative sociale
- OFP Organisation féminine populaire
- Communauté de paix de San José de Apartadó
- Communautés de déplacés internes pour l'Autodétermination, Vie et Dignité (CAVIDA)

Mexique

- ACAT Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture
- AFADEM Association des Familles de Détenus et de Disparus
- Le centre de droits humains de la Montaña «Tlachinollan» (Guerrero)
- MyP Centre régional de défense des droits humains «José María Morelos y Pavón»
- ProDH Centre des droits humains «Miguel Agustín Pro Juaréz»
- Red TdT Réseau national d'organisations civiles «Todos los Derechos para Todos»
- Habitants du lotissement pour démunis «Leonardo Rodríguez Alcaine» à Acapulco, Guerrero (sur la demande de la commission des droits humains «La Voz de los sin Voz»)
- Enedina Cervantes (épouse d'un disparu qui fut menacée de mort après avoir porté plainte, sur la demande de MyP et ProDH)
- Emiliana et Francisco Cerezo Contreras (sur la demande de LIMEDDH Ligue Mexicaine pour la Défense des Droits Humains et le Comité Cerezo pour la libération des prisonniers politiques)

Indonésie

- Flower Aceh Organisation féminine
- Koalisi NGO HAM/PB HAM Réseau d'organisations de droits humains
- LBH APIK Association des femmes indonésiennes pour la justice
- LBH Banda Aceh Fondation d'aide juridique
- RATA Action de Réhabilitation pour les victimes de la torture en Aceh
- RPuK Équipe de femmes volontaires pour les droits humains
- SPKP HAM Association des victimes de violation des droits humains

Guatemala

- CERJ Conseil des Communautés ethniques «Runujel Junam»
- CONAVIGUA Coordination nationale des veuves du Guatemala
- FAMDEGUA Membres de l'Association des Familles de personnes disparues au Guatemala



Colombie

Depuis dix ans, PBI s'engage avec beaucoup de succès dans quatre régions en crise de la Colombie, permettant ainsi aux organisations de la société civile de survivre tout en leur garantissant des possibilités d'action.

Au cours de l'année 2003, PBI a assisté à une aggravation de la situation politique. Une fois encore, plus de 200'000 personnes ont été victimes d'expulsions. Des acteurs armés, des paramilitaires et des guérillas exercent leur contrôle sur des régions entières et les isolent du monde extérieur. L'on parle en effet de «régions enfermées». Plus de 6'000 personnes ont été victimes de violences socio-politiques, c'est-à-dire qu'elles ont été assassinées, enlevées ou tuées pour des raisons politiques. Parmi les victimes d'intimidations, de meurtres et de disparitions, on compte surtout des défenseurs des droits humains, des syndicalistes, des dirigeants paysans et les leaders de communautés indigènes ou afro-colombiennes. Au cours du deuxième semestre, les organisations accompagnées et les communautés pacifiques ont été accablées de fausses accusations et de violences paramilitaires. Les représentants gouvernementaux accusent les défenseurs des droits humains de complicité avec la guérilla.

Quatre équipes de PBI sont présentes sur le territoire colombien, dans les régions de Bogotá, Barrancabermeja/Magdalena Medio, Medellín/Antioquia et Urabá/Chocó. Quarante volontaires accompagnent des or-

ganisations locales qui s'efforcent de dénoncer les violations des droits humains. Ils tentent en outre de soutenir les victimes de ces violations, et de travailler avec les femmes et des déplacés internes. De plus, PBI accompagne des communautés indigènes et afro-colombiennes, des anciens exilés, et des communautés de paix. 13 ONG colombiennes ainsi que trois communautés de personnes déplacées regroupant 5'000 habitants ont été régulièrement accompagnées par PBI, parfois même 24 heures sur 24. Les demandes d'accompagnement en campagne ont particulièrement augmenté, car il est devenu de plus en plus difficile d'évaluer l'efficacité des interventions au sein de ces régions. Face à cette situation, PBI a renforcé son dialogue avec les services administratifs et le corps diplomatique tout en continuant de consolider le réseau d'appui. Le réseau international d'appui a été activé à trois reprises par le projet.

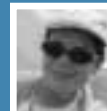
Toutes les ONG accompagnées ont pu poursuivre leurs activités au cours de l'année 2003. Étant donné que leur travail ne peut se faire sans la présence internationale, PBI poursuit ses opérations d'accompagnement en Colombie.



- 1 Bogotá
- 2 Barrancabermeja/Magdalena Medio
- 3 Medellín/Antioquia
- 4 Urabá/Chocó

Volontaires suisses

- **Nathalie Herren** Genève
- **Josef Stadelmann** Lucerne
- **Manon Schick** Lausanne
- **Anouk Henry** Lausanne



Indonésie

PBI a été obligé de se retirer d'Aceh et accompagne désormais à distance les organisations locales. Sur la recommandation de la mission d'exploration, PBI a mis sur pied une équipe en Papouasie.

Plusieurs provinces indonésiennes sont actuellement en proie à de nouvelles explosions de violence. Le gouvernement prône l'unité nationale et combat les mouvements séparatistes, mais malgré les nouvelles lois, il ne se montre pas résolu à combattre les violations des droits humains. L'accord de cessez-le-feu entre le mouvement séparatiste GAM et l'armée indonésienne a fait renaître l'espoir. Malheureusement, le retour au calme n'a duré que cinq mois : le 19 mai 2003, la loi martiale a été proclamée à Aceh.

Le 22 juillet, PBI était la dernière organisation étrangère à se retirer d'Aceh. Elle s'est alors établie dans la ville voisine de Medan afin de maintenir le contact avec les six ONG locales qu'elle accompagnait. En décembre, des analyses de conflit ont été effectuées par tous les participants. L'accompagnement à distance a permis de garantir une protection minimum et un soutien moral aux organisations, qui ont ainsi pu poursuivre leur travail malgré une situation toujours plus tendue. Plusieurs collaborateurs ont été provisoirement arrêtés ou intimidés ; certains d'entre eux ont quitté la province pour des raisons de sécurité.

En automne 2003, PBI a effectué une mission d'exploration en Papouasie occidentale. En raison de sa faible population, l'île est devenue une région d'immigration. Des tentatives de sécession y ont conduit à de fortes mesures de répression, de militarisation et de graves violations des droits humains. L'exploitation des ressources naturelles (pétrole et cuivre) et le déboisement sont à la racine des conflits. Une équipe de PBI est basée en Papouasie depuis le 9 mars 2004.

L'équipe de PBI de Jakarta a pu mettre fin à l'accompagnement à distance des ONG du Timor oriental suite à une nette amélioration de la situation dans l'île. En outre, PBI a effectué des séminaires sur la résolution non-violente des conflits à l'intention des multiplicateurs au Timor oriental et à Flores. Nous planifions d'autres séminaires à Jakarta en collaboration avec la Commission des droits humains et le Ministère de la justice.

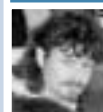
Le nombre de volontaires de PBI est passé de 18 à 14, pour augmenter à nouveau en fin d'année.



- 1 Jakarta
- 2 Medan
- 3 Papua

Volontaires suisses

- **Uli Krause** de Freiburg i. Br., a rejoint le projet par le biais de PBI Suisse
- **Sibylle Schmutz** Zumikon
- **Sylvie Gränicher** Bienne



Mexique

L'engagement de PBI attire l'attention internationale sur le Guerrero et l'Oaxaca. Malheureusement, les fonds dont dispose PBI ne sont pas à la hauteur des besoins du projet.

Selon une étude effectuée sur le Mexique en 2003 par la Banque mondiale, le fossé entre riches et pauvres, villes et campagnes, nord et sud s'est encore élargi. PBI concentre ses efforts sur le Guerrero, l'Oaxaca et le Chiapas, les trois provinces les plus pauvres du sud du pays. Ces régions possèdent un fort pourcentage de population indigène et sont en proie à des conflits latents depuis de nombreuses années. Fortement militarisées, elles affichent un bilan déplorable en matière de droits humains : intimidations, arrestations arbitraires, disparitions, tortures et sévices y sont à l'ordre du jour. Près de 90% des crimes demeurent impunis. Heureusement, la communauté internationale manifeste un intérêt croissant pour les activités de PBI au Mexique.

En 2003, 12 volontaires étaient basés à Mexico D.F. et à Chilpancingo (Guerrero). Ils ont accompagné des centres de droits humains, des avocats, des victimes et des témoins. PBI a également accompagné sept ONG comptant 40 membres, des habitants d'une colonie impliqués dans un conflit judiciaire avec un dirigeant local, ainsi que des témoins d'un procès exemplaire. PBI s'engage dans l'espoir que l'attention inter-

nationale mette un terme à l'impunité, ce qui conduirait à une diminution de la violence. En 2003, PBI a organisé une rencontre entre douze ambassadeurs (dont le représentant de la Suisse) et les défenseurs des droits humains locaux. Sur la demande de la Commission des droits humains de l'UE, une manifestation semblable aura lieu en 2004. PBI est la seule organisation internationale présente en permanence au Guerrero.

Le projet mexicain dispose de moyens financiers extrêmement réduits, mais aussitôt que la situation se détendra, PBI déploiera une équipe fixe dans l'Oaxaca. En 2004, PBI organisera des séminaires sur «La sécurité des défenseurs des droits humains» pour les ONG d'Oaxaca et du Guerrero. Au Chiapas, PBI participe au projet commun SIPAZ (Servicio Internacional para la Paz) que nous avons lancé en 1996 en collaboration avec d'autres organisations. Le projet vise à réconcilier des villages ennemis et à faciliter le dialogue inter-religieux.



- 1 Mexico D.F.
- 2 Chilpancingo (Guerrero)
- 3 Oaxaca

Volontaires suisses

- **Philipp Steiner** Willisau
- **Marina Fusco** Fribourg
- *Le coordinateur du projet mexicain, l'ex-volontaire **Rainer Müller**, est financé par PBI Suisse.*



Guatemala

PBI a mis en place un solide réseau de contacts et de sécurité au Guatemala, et y a démarré ses opérations d'accompagnement protecteur.

Entre 1983 et 1999, la présence de PBI au Guatemala s'était déjà avérée fructueuse. Pendant la guerre civile, la présence internationale avait grandement contribué au développement de la société civile. Parmi les clients de PBI, il convient de citer Rigoberta Menchú, lauréate du prix Nobel de la paix. Lorsque les accords de paix de 1996 ont échoué, entraînant une dégradation des droits humains, les ONG qui avaient été accompagnées par PBI ont demandé une réouverture du projet.

Dès 2000, les menaces, les intimidations, les enlèvements et les meurtres ont connu une montée en flèche. Les victimes tentaient de dénoncer d'anciens actes de violence et de protéger les droits des populations indigènes. En 2003, la tension monta d'un cran lorsque la cour suprême permit à l'ancien général et dictateur Efraín Ríos Montt de prendre part aux élections présidentielles malgré les crimes de guerre dont il était accusé. Le 28 décembre, le peuple élut le conservateur Oscar Berger à la présidence. Berger admit plusieurs défenseurs des droits humains au sein de son nouveau gouvernement. Rigoberta Menchú obtint ainsi le poste d'ambassadrice de «bonne volonté des accords de paix».

La population civile se montra sceptique, mais vit en ce geste un signe d'espoir.

En avril 2003, PBI a mis en place une équipe fixe à Ciudad Guatemala, qui à la fin de l'année comptait six volontaires. PBI travaille avec la Coordination d'Accompagnement Internationale du Guatemala (CAIG), un regroupement d'organisations d'accompagnement. PBI est particulièrement apprécié en raison de l'étendue de ses compétences, qui vont bien au-delà du simple accompagnement. En effet, PBI accorde une grande importance au contact avec les organisations de la société civile, au dialogue avec les services gouvernementaux, aux échanges avec le corps diplomatique, ainsi qu'aux institutions internationales actives au sein du pays. De plus, PBI compte mettre l'accent sur les droits humains et soutenir le nouveau processus de paix par le biais de consultations améliorées.



Volontaires suisses

- **Jürgen Störk** Berne
- **Jacqueline Hefti** Sargans



Activités de soutien des projets en Suisse

La création de nouveaux groupes régionaux permet à PBI d'élargir son champ d'activités publiques. Les relations publiques ont été professionnalisées et renforcées.

Le travail dans les pays-projets repose sur l'engagement des groupes nationaux de PBI. PBI Suisse soutient les projets par la récolte de fonds, le recrutement et l'encadrement de volontaires, le travail d'infor-

Groupes régionaux

Deux nouveaux groupes ont vu le jour dans la région Berne-Fribourg et à Lucerne. Les premières démarches ont été effectuées pour lancer deux groupes supplémentaires dans le nord-ouest de la Suisse et à Zurich. Le groupe suisse romand de Lausanne possèdera désormais une filiale à Genève. Les groupes régionaux rapprochent PBI du public et permettent aux volontaires de partager leurs expériences avant et après leur mission.

En outre, PBI a organisé une série de cours sur le thème de la guerre et des droits humains en collaboration avec l'université populaire de Bâle. Ce projet a rencontré un grand succès.

mation et de lobbying, ainsi que par la supervision du réseau d'alerte urgente et du Réseau d'Appui. Les membres du Réseau d'Appui (RdA) sont avant tout des parlementaires et des personnes possédant des relations aux projets. Fin 2003, le RdA comptait 81 membres, dont la moitié étaient des conseillers/ères d'État ou des membres du Conseil national. Le RdA a été activé cinq fois en 2003 (trois fois pour la Colombie, une fois pour le Guatemala et une fois pour l'Indonésie).

En 2003, PBI Suisse a largement bénéficié de l'engagement de Claudia Marti, ancienne volontaire en Colombie. En effet, sa présence a renforcé le réseau et l'échange de connaissances pratiques entre le DFAE (Division politique IV, Sécurité humaine), la Direction du développement et de la coopération (DDC), le Centre pour la promotion de la paix KOFF, et d'autres ONG.

En 2003, la part des coûts destinés aux activités relatives aux projets en Suisse représentait environ la moitié des dépenses à l'intérieur du pays.

Cours de formation en Suisse

En Suisse romande, PBI a reconduit «Cycle de formation à la résolution non-violente des conflits» en collaboration avec les organisations CMLK et MIR. Le cours se déroule sur dix journées et quatre week-ends, répartis sur neuf mois. En 2003, presque tous les cours étaient complets.

En mai et septembre, 23 personnes ont pris part à des week-ends d'initiation PBI. Lors des après-midi d'informations au printemps et à l'automne, nous avons accueilli plus de 60 personnes, ce qui nous réjouit énormément.

À partir du 1^{er} juillet, le Programme oecuménique suisse pour la paix (SÖF) a été restructuré pour proposer une «Formation pour le travail pacifique et la résolution de conflits». L'organisation des nouveaux cours a été confiée à l'EPER. 65 participants ont obtenu un certificat à l'issue des cours annuels qui se sont déroulés entre 1999 et 2003 sur quatre semaines-blocs. PBI ne prendra désormais plus part au projet.



Prestations non-matérielles des volontaires

PBI est une organisation qui fonctionne avant tout grâce à l'engagement bénévole de volontaires, dont la rémunération doublerait les coûts des projets.

Il est difficile de calculer l'engagement temporaire et la contre-valeur du travail volontaire, mais les estimations suivantes montrent à quel point ces prestations sont importantes pour PBI.

En comptant une rémunération de CHF 30.-/heure pour les bénévoles suisses, on parvient en effet à un montant de CHF 324'000.- pour 2003, ce qui signifie une augmentation de 80% des frais annuels.



- Lors de leur année de volontariat, les participants aux projets renoncent à un salaire. En 2003, les volontaires suisses ont fourni l'équivalent de 43 mois de travail en Colombie, au Mexique, au Guatemala et en Indonésie. En comptant 200 heures par mois, on obtient un total de 8'600 heures à CHF 30.- = CHF 258'000.-
- L'engagement bénévole pour PBI Suisse comprend les tâches suivantes : participation au Comité national ainsi qu'aux groupes régionaux et de travail, travaux de bureau, mise sous pli, comptabilité, traductions, travaux de relations publiques, développement de la banque de données et tâches informatiques, soit 2'000 heures à CHF 30.- = CHF 60'000.-
- Quatre volontaires suisses travaillent bénévolement au sein de comités internationaux : 200 heures à CHF 30.- = CHF 6'000.-

Combien coûte un engagement volontaire ?

Les dépenses entraînées par les projets de PBI Suisse alimentent les coûts d'engagement des volontaires suisses. Le coût par volontaire engagé dans un projet s'élevé à environ CHF 4'000.- (sans compter les dépenses des groupes nationaux pour leurs activités liées aux projets). En 2003, la baisse du cours du dollar a réduit les coûts du logement, des repas et des voyages des volontaires ; par contre l'aggravation des conflits dans certaines régions a entraîné une augmentation des coûts pour les réseaux de sécurité et les travaux de lobby politique.

Participation privée des volontaires : hormis de l'argent de poche mensuel, les volontaires n'obtiennent aucun salaire. Sans ce geste, les coûts d'engagement passeraient du simple au double.

PBI Suisse Comptes annuels 2003

Bilan au 31 décembre

ACTIFS	2003 CHF	2002 CHF
Disponibles		
Liquidités		
Caisse	500,59	453,79
CCP	63.508,06	69.689,34
Banque	18.006,83	20.382,93
Débiteurs généraux	0,00	1.968,25
Autres débiteurs		
Impôts anticipés	94,35	211,80
Stocks	906,50	1.800,00
Actifs transitoires	3.050,00	5.168,40
Total actifs circulants	86.066,33	99.674,51
Immobilisés		
Immobilisations financières		
Garantie de loyer	2.131,70	2.131,70
Immobilisations corporelles		
Mobilier	600,00	460,00
Machines et informatique	4.453,00	3.442,00
Total actifs immobilisés	7.184,70	6.033,70
TOTAL DES ACTIFS	93.251,03	105.708,21

PASSIFS	2003 CHF	2002 CHF
Fonds étrangers		
Fonds étrangers à court terme		
Créanciers	9.094,90	14.897,50
Versements pendants aux projets	38.221,34	33.103,47
Emprunts sans intérêts	20.000,00	10.000,00
Passifs transitoires	4.040,00	3.600,00
	<u>71.356,24</u>	<u>61.600,97</u>
Fonds étrangers à long terme		
Emprunts sans intérêts	0,00	20.000,00
Total fonds étrangers	71.356,24	81.600,97
Fonds propres		
Capital au 1 ^{er} janvier	24.107,24	17.699,04
Résultat d'exploitation		
= (Déficit)/Excédent	<u>(2.212,45)</u>	<u>6.408,20</u>
Capital au 31 décembre	21.894,79	24.107,24
TOTAL DES PASSIFS	93.251,03	105.708,21

Compte d'exploitation

	2003 CHF	2002 CHF
Cotisations	25.380,00	20.890,00
Souscriptions	28.140,00	38.830,00
Dons privés	92.362,95	78.247,80
Subventions publiques	160.290,00	187.614,00
Dons d'églises/d'institutions privées	89.838,65	94.489,70
Produit des services	2.118,00	3.211,30
Vente d'articles	968,00	2.630,00
Présentations et actions publiques	3.074,50	1.934,70
Séminaires, cours et formations	4.786,90	1.900,00
Autres produits	786,65	0,00
Total des produits	407.745,65	429.747,50
Guatemala	(32.461,25)	(855,00)
Mexique	(47.478,00)	(54.756,66)
Colombie	(55.913,00)	(88.834,10)
Indonésie/Timor Est	(26.080,00)	(33.130,00)
Népal		
Common Fund/International Office	(22.287,53)	(23.500,00)
Total contributions projets	(184.219,78)	(201.075,76)
Frais de personnel	(170.230,82)	(161.240,76)
Loyers	(6.131,85)	(7.116,05)
Communication	(4.214,00)	(6.289,65)
Bureau et frais administratifs	(10.225,60)	(12.414,15)
Formations	(3.793,95)	(4.441,20)
Séances et groupes de travail	(5.567,30)	(2.891,45)
Frais relations publiques	(20.092,75)	(19.711,55)
Matériel à vendre	(968,50)	(2.395,95)
Frais divers	(920,95)	(3.485,25)
Amortissements	(3.429,30)	(2.447,88)
Total contributions divers	(225.575,02)	(222.433,89)
Résultat d'exploitation avant intérêts	(2.049,15)	6.237,85
Produits financiers	269,55	605,00
Charges financières	(432,85)	(434,65)
Résultat de l'exercice	(2.212,45)	6.408,20

Rapport de l'organe de révision

Rapport de l'organe de révision à l'Assemblée générale des membres de Peace Brigades International – CH

En notre qualité d'organe de révision, nous avons vérifié la comptabilité et les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de Peace Brigades International, pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2003.

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels incombe au comité de l'association alors que notre mission consiste à vérifier ces comptes et à émettre une appréciation les concernant. Nous attestons que nous remplissons les exigences légales de qualification et d'indépendance.

Notre révision a été effectuée selon les normes de la profession. Ces normes requièrent de planifier et de réaliser la vérification de manière telle que des anomalies significatives dans les comptes annuels puissent être constatées avec une assurance raisonnable. Nous avons révisé les postes des comptes annuels et les indications fournies dans ceux-ci en procédant à des analyses et à des examens par sondages. En outre, nous avons apprécié la manière dont ont été appliquées les règles relatives à la présentation des comptes, les décisions significatives en matière d'évaluation, ainsi que la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que notre révision constitue une base suffisante pour former notre opinion.

Selon notre appréciation, la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Par ailleurs, nous confirmons que les dispositions de la fondation ZEWO sont remplies.

Fribourg, le 2 mars 2004
FIDUCONSULT & JECKELMANN SA

Annexe au comptes annuels

Contributions et comptes des projets

PBI Suisse a repris de façon continue les activités précédentes. Durant l'exercice, il n'y a pas eu de collecte publique extraordinaire en faveur des différents projets. Les cotisations des membres se sont élevées à CHF 25'380.

Un montant total de CHF 370'631.60 (2002 : CHF 399'181.50) nous est parvenu de souscriptions, de dons privés, de subventions publiques et privées, ainsi que de dons d'églises. De cette somme, CHF 223'419 (60.3%) étaient destinés aux projets, plus exactement CHF 180'419 (48.7%) aux projets internationaux et CHF 43'000 (11.6 %) au travail en Suisse.

Projets à l'étranger

Le tableau suivant montre comment les différents comptes des projets se sont développés au cours de l'exercice.

Evolution (en CHF)	Guatemala	Mexique	Colombie	Indonésie	Total
Solde au 01.01.03	855.00	22'254.87	2'493.60	7'500.00	33'103.47
Dons destinés au projet 2003:					
Dons privés	615.00	2'130.00	2'060.00	0.00	4'805.00
Souscriptions	0.00	0.00	600.00	0.00	600.00
Subventions publiques	20'000.00	47'850.00	50'000.00	17'440.00	135'290.00
Subventions d'églises et d'institutions privées	16'000.00	4'500.00	5'224.00	14'000.00	39'724.00
Produit des services		2'118.00			2'118.00
Total revenus 2003	36'615.00	56'598.00	57'884.00	31'440.00	182'537.00
Dépenses 2003:					
Travail depuis la Suisse	4'153.75	9'120.00	1'971.00	5'360.00	20'604.75
Versements directs	23'635.75	46'066.28	58'032.35	29'080.00	156'814.38
Total dépenses 2003	27'789.50	55'186.28	60'003.35	34'440.00	177'419.13
Solde au 31.12.03	9'680.50	23'666.59	374.25	4'500.00	38'221.34

Le solde de l'argent des projets au 1^{er} janvier 2003 de CHF 33'103.47 a été transféré au cours de l'exercice. Le solde de CHF 38'221.24 obtenu au 31 décembre 2003 sera versé durant l'exercice 2004.

Les contributions aux différents projets de CHF 161'932.25 (sans le poste «Fonds Commun/Bureau International») sont réparties de la manière suivante :

Projet	Guatemala	Mexique	Colombie	Indonésie	Total
Solde au 01.01.03	-855.00	-22'254.87	-2'493.60	-7'500.00	-33'103.47
Contributions directes	23'635.75	46'066.28	58'032.35	29'080.00	156'814.38
Solde au 31.12.03	9'680.50	23'666.59	374.25	4'500.00	38'221.34
Contributions aux projets 2003	32'461.25	47'478.00	55'913.00	26'080.00	161'932.25

Au cours de l'exercice, CHF 21'300 ont été transférés au Fond Commun et CHF 987.53 au Bureau International. Le Fonds Commun sert au lancement de nouveaux projets, au soutien des groupes nationaux connaissant des difficultés financières momentanées, au financement du Conseil International (l'organe de coordi-nation de PBI) ainsi qu'au Secrétariat International. D'après les normes internationales, les groupes nationaux sont tenus de verser une contribution annuelle de 10% de leurs dépenses internes de l'exercice précédent au Fonds Commun et au Bureau International. PBI Suisse a observé cette directive.

Travail pour les projets depuis la Suisse

En règle générale, 25% des dons destinés à l'étranger sont affectés pour le travail réalisé à l'intérieur du pays. Cette participation est justifiée par le travail de recherche de fonds auprès de différentes institutions. Elle sert au cofinancement d'activités relevant du projet telles que recherche de volontaires, formation et encadrement de ceux-ci avant leur engagement, constitution du réseau d'alerte. Sur la base de ces calculs, CHF 20'604.75 ont été ainsi attribués en 2003 au travail effectué pour les projets depuis Suisse. En y ajoutant le subventions directes mentionnées de CHF 43'000, un montant total de CHF 63'604.75 était donc à disposition pour le travail interne lié aux projets.

Ces charges internes liées aux projets sont comprises dans les charges de Personnel, administration et fonctionnement d'un total de CHF 225'575.02. Nous avons renoncé à établir de manière précise le montant de ces dépenses, mais elles dépassent dans tous les cas la somme affectée.

Emprunts sans intérêt

Au cours de l'exercice, une part d'emprunt de CHF 10'000 a été remboursée. Le montant restant possède une validité de moins d'un an et figure par conséquent dans les Fonds étrangers à court terme.



Corporate governance

Comité national (CN)

Présidente : Béatrice Berset, journaliste, co-fondatrice de *Fribourg Solidaire*
Affaires internationales : Claude Fischer, dipl. en Sciences Naturelles, chimiste
Membre : Manon Schick, 1974, journaliste, porte-parole de la Section suisse d'Amnesty International
Communication : Christine Ziegler, 1962, lic. en Lettres, muséologue, directrice de projets dans un bureau de conseil, animatrice (jusqu'à avril 2004)
Ressources humaines : Hanspeter Dobler (jusqu'à avril 2004)
Membre : Jürgen Störk (dès avril 2004)

«PBI joue un rôle de première importance dans le domaine du travail international de paix et de droits humains. À mes yeux, ces interventions non-violentes sont essentielles.»

*Christian Huber, Président du Conseil d'État du canton de Zurich
Chef des finances du canton de Zurich*

Bureau : collaborateurs/trices

Claudia Marti (coordinatrice jusqu'au 31.12.2003), 1968, lic. en Lettres, BBA, volontaire en Colombie, autres engagements
2003 : membre du groupe d'organisation Romero-Haus à Lucerne
Sabine Ziegler (coordinatrice dès le 1.11.2003), 1965, médiatrice FHA, conseillère en relations publiques SSRP, conseillère cantonale ZH, présidente du KEVU (Commission de l'énergie, de l'environnement et des transports), médiatrice
Anne-Julie Choffat (coordinatrice Suisse romande jusqu'au 31.12.2003), 1977, dipl. en hôtellerie et restauration
Sylviane Binz (coordination Suisse romande dès le 1.1.2004), 1976, lic. en Lettres, collaboratrice bénévole de la Croix-Rouge suisse de Fribourg
Josef Wey, (finances et administration) 1951, membre actif de Cause Communes Suisse – Tetovo/Macédoine, groupe fribourgeois

Civilistes, stagiaires, soutien

Reto Rhyn, assistant social (civiliste), Thomas Meier, 1976, ingénieur en machines (civiliste), David Bossart, 1982, maître d'école primaire, membre de la commis-

«Les expériences acquises lors d'un engagement au sein de PBI améliorent le niveau des candidats lors des procédures d'embauche dans le domaine de la coopération au développement.»

DDC, Human Resources, 2004

sion jeunesse (civiliste), Martin Jaggi, 1974, lic. phil. nat., retour du projet Colombie (stage professionnel), Angela Graf (stagiaire), Lisa Wyss (stagiaire), Christof Scheidegger (graphiste), Jürgen Störk (banque de données), David Brockhaus (banque de données), Christian Weitnauer (comptabilité).

Frais et dédommagements aux organes directeurs

Les organes directeurs du comité n'obtiennent en règle générale aucune rémunération, hormis des dédommagements pour les frais de gestion.

Pour leur soutien financier, nous souhaitons remercier de tout cœur

- Le Département fédéral des affaires étrangères, Div. politique IV, Sécurité humaine
- FEDEVACO canton de Vaud
- Le canton de Bâle-Ville
- La Ville de Fribourg
- La Ville de Lausanne
- La commune d'Echandens VD
- La commune de Plan-les-Ouates GE
- L'église évangélique réformée du canton de Schaffhouse
- L'église évangélique réformée du canton de St. Gall
- La paroisse évangélique réformée du canton de Zoug
- L'église régionale évangélique réformée du canton de Zurich
- Les églises réformées Berne-Jura-Soleure
- L'église catholique romaine et la paroisse de Bâle-Ville
- La cure catholique d'Emmetten
- La paroisse catholique de Liestal
- La paroisse de Baden
- La paroisse de Dinhard
- La paroisse de Gsteig-Interlaken
- La paroisse de Horgen
- La paroisse de Muttenz
- La paroisse de Muri-Gümligen
- La paroisse de Nidau
- La paroisse et la cure d'Oberrieden
- La paroisse d'Oetwil am See
- La paroisse de Pieterlen
- La paroisse de Wallisellen
- ACAT Suisse
- Pain pour le prochain Winterthur
- EPER Comité Berne
- Magasin du monde claro Schaffhouse
- Groupe oecuménique Eine Welt Frenkendorf
- ARCOPLAN Lüscher et Pfister
- Association Part
- ainsi que 45 autres bailleurs de fonds institutionnalisés
- Bridel Sylvie, Lausanne
- Cremer Maureen & Ulrich, Oberrieden
- Dieterle Christina, St. Gall
- Eugster-Reinhardt Hans, Waldstatt
- Fischer Claude, Bâle
- Luz Salome, Laupen
- Powell-Joss Margret, Berne
- Rumpf-Croset Olivier & Christine, Lausanne
- Rutz Esther Dora, Wald
- Störk Jürgen, Berne
- Ziegler Sabine, Zurich
- Ainsi que nos 700 membres et donateurs privés

«Lors de l'examen de récents documents relatifs à votre organisation, nous avons constaté que toutes les conditions d'attribution du label de qualité ZEW0 ont été remplies. Nous vous félicitons de tout cœur et souhaitons beaucoup de succès à Peace Brigades lors de ses futures opérations d'intérêt général.»

Fondation ZEW0,
décembre 2003



PBI Suisse

Rte des Arsenaux 22, CP 245, 1705 Fribourg

Tél. 026 422 26 03, Fax 026 422 26 03

info@peacebrigades.ch, www.peacebrigades.ch